

terme témoigne d'incompréhension et d'indifférence à l'endroit des besoins de l'agriculteur.

Qu'on me permette de signaler, M. l'Orateur, qu'en matière de coûts le gouvernement a reçu des rapports qui suggéraient une façon d'aborder certains besoins de l'agriculture. D'après le rapport de la Commission Barber qui présentait plusieurs suggestions, nous devrions agir sur les prix des machines. Si l'on a mis certaines de ces propositions en pratique, la Chambre n'en a pas été informée. Une des recommandations proposait l'établissement d'un droit inverse de dumping, mais il semble que le gouvernement l'ait rejetée bien que ce fût là un outil très efficace.

Les rapports de la commission de l'Ontario sur l'alimentation parle ouvertement de ristournes—pots-de-vin est le terme exact, je suppose—dans la vente en gros d'aliments et de produits alimentaires de l'Ouest...

M. l'Orateur: Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est expiré. Il pourra continuer du consentement unanime de la Chambre. Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

Une voix: Disons qu'il est 5 heures.

M. Gleave: D'accord, cela ne me dérangerait pas. Si je vous ennuie, je le regrette.

Puis-je faire une mise au point, monsieur l'Orateur? J'ai parlé de ristournes dans l'Ouest du Canada, mais j'aurais dû dire dans l'Est puisque l'enquête de la commission de l'Ontario portait sur cette région.

M. Paproski: C'est honteux.

M. Gleave: On a dit carrément qu'il y avait discrimination contre les producteurs locaux en Ontario. Que je sache, le gouvernement fédéral ne prend aucune mesure pour rectifier la situation ou pour faire vérifier les faits par la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce. Le gouvernement devrait insister pour que ces fermiers aient au moins accès à un marché concurrentiel, monsieur l'Orateur, non pas un marché contrôlé. On leur refuse le droit acquis à tout Canadien de vendre ses produits sur le marché et de faire face à ses concurrents.

Je suis heureux que la Chambre m'accorde ce temps supplémentaire, monsieur l'Orateur, et pour conclure je voudrais dire que les secteurs qui nécessitent l'attention, sont ceux des frais généraux, de la politique fiscale et de la commercialisation. Une politique fiscale qui a jeté des centaines de milliers de Canadiens

[M. Gleave.]

sur le marché du travail sans pouvoir leur assurer un emploi à ses répercussions sur l'agriculture. L'agriculture et l'élevage ont aussi leur importance dans le tableau économique et tout ce qui les atteint porte aussi atteinte à toute la population sans travail de Brantford et d'ailleurs en Ontario.

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): L'opposition officielle accorde certainement son appui à la motion qu'au nom de son parti, le député néo-démocrate présente aujourd'hui, un jour réservé à l'opposition, et dans laquelle il déclare que les politiques actuelles du gouvernement en ce qui concerne l'agriculture sont nettement impropres à répondre aux exigences immédiates des cultivateurs et de tous les secteurs de l'exploitation agricole. Au chapitre des politiques agricoles, on se demande quelle est en réalité la politique fondamentale du gouvernement. A son arrivée au pouvoir, il y a six ans, le gouvernement a déclaré à des groupes s'intéressant à l'industrie agricole qu'il connaissait les solutions. Le gouvernement non seulement avait les solutions mais il était résolu à les appliquer immédiatement. Or, il est au pouvoir depuis près de sept ans et notre industrie agricole a pu évaluer les résultats de cette attitude agressive et dynamique envers l'agriculture. Pourtant, même si le gouvernement dirige le pays depuis presque sept ans, je puis affirmer sans risque d'être contredit que chaque secteur de notre industrie agricole à l'heure actuelle, à l'exception peut-être des éleveurs de bœufs et de porcs, connaît des difficultés économiques affreuses qu'on avait pas éprouvées depuis les années 30.

L'hon. M. Olson: Il y a quelques exceptions de plus, vous savez.

• (12.20 p.m.)

Une voix: Le ministre devrait démissionner.

M. Danforth: La situation est si grave que certains cultivateurs doivent maintenant décider s'ils vont essayer d'obtenir les emprunts qui s'imposent s'ils veulent poursuivre leurs activités agricoles pendant un an de plus simplement.

M. McCleave: Le gouvernement doit démissionner.

M. Danforth: Le gouvernement actuel et son prédécesseur immédiat ont eu pour politique d'abaisser les barrières douanières empêchant ainsi l'importation de produits alimentaires d'autres pays. C'est là la politique du gouvernement qui continuera d'abaisser pro-